

MÉMOIRE

DE LA

FÉDÉRATION DE L'UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES

ET DU

SYNDICAT LOCAL DE L'UPA DE LAVAL

PRÉSENTÉ À LA

VILLE DE LAVAL

**1^{er} PROJET DE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ**

Juillet 2016

UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES

En créant l'Union catholique des cultivateurs en 1924, devenue en 1972 l'Union des producteurs agricoles (UPA), les agriculteurs et les agricultrices du Québec ont résolument opté pour l'action collective en agriculture, et cet engagement ne s'est jamais démenti. Ils se sont donnés ainsi un syndicalisme agricole vigoureux, c'est-à-dire un mouvement autonome voué à la défense de leurs intérêts et à la promotion de l'agriculture.

Au fil de son histoire, l'UPA a travaillé avec acharnement à de nombreuses réalisations: le crédit agricole, le développement de la presse québécoise (avec son journal *La Terre de chez nous*), le coopératisme agricole, l'électrification rurale, le développement éducatif des campagnes, la mise en marché collective, la reconnaissance de la profession agricole, l'implantation de l'agriculture durable, etc.

L'action de l'UPA s'inscrit au cœur du tissu rural québécois et façonne le visage des régions à la fois au plan géographique, communautaire et économique. Maximisant toutes les forces vives du terroir québécois, le syndicalisme agricole et son action collective ont mis l'agriculture du Québec sur la carte du Canada et sur celle du monde entier.

La Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides est l'une des fédérations régionales regroupées au sein de l'UPA. Elle est composée de 11 syndicats locaux. Elle compte quelque 2300 entreprises agricoles. Son territoire est vaste. Il couvre l'Outaouais, les Hautes et Basses Laurentides ainsi que Laval et l'île de Montréal, soit 16 MRC et une partie de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Le syndicat local de l'UPA Laval reçoit, de façon démocratique, le mandat de représenter les producteurs agricoles du territoire de Ville de Laval et de l'Agglomération de Montréal. À Laval, on compte quelques 120 entreprises agricoles et près de 200 producteurs agricoles.

Introduction

La fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides et le syndicat local de l'UPA Laval profitent de la saison estivale pour vous faire part de leurs commentaires sur le 1^{er} projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR1) de la Ville de Laval. Nous espérons que nos commentaires permettront à la Ville de Laval d'améliorer les normes d'aménagement du territoire qui s'appliqueront au territoire et aux activités agricoles.

Le présent mémoire aborde les sujets suivants :

- Développement de l'agriculture
- Affectations en zone agricole
- Productions animales et cohabitation en zone agricole
- Conservation de la nature

Développement de l'agriculture

Le PSADR1 fait succinctement état d'objectifs et d'actions pour développer l'agriculture à Laval (objectif 2.3). On souligne qu'on entend mettre en œuvre le plan de développement de la zone agricole (PDZA) de Laval. L'élaboration du PDZA, qui a fait l'objet d'un lancement officiel le 13 juin 2016, a duré plus de 3 ans et son résultat est le fruit d'un travail de concertation auquel ont pris part différents services de la Ville ainsi que l'UPA locale et régionale.

Nous croyons que le PDZA de Laval est l'outil qu'il nous faut pour canaliser l'énergie et les ressources de divers intervenants vers des projets de développement agricole ayant fait l'objet d'un consensus. Il est important de se référer au plan d'action du PDZA pour bien saisir comment la Ville compte contribuer au développement de l'agriculture. Nous espérons que le PDZA soit activement mis en œuvre dès maintenant.

Une des actions citée dans le PSADR1 est « Encourager les kiosques à la ferme et les réseaux de distribution locaux, notamment par l'aménagement de marchés dans les pôles de quartier et ailleurs sur le territoire ».

Nous tenons à rappeler à la Ville de Laval, comme cela s'est fait à plusieurs reprises dans le cadre de l'élaboration du PDZA, de procéder avec prudence pour mettre en place de marché(s) public(s) et/ou de quartier.

Ces marchés ne doivent pas nuire aux kiosques de vente à la ferme. La Ville devrait plutôt prioriser le renforcement des kiosques qui sont une caractéristique essentielle de la mise en marché des produits agricoles, de la découverte du milieu agricole par les citoyens et de l'attractivité de la zone agricole à Laval.

Affectations en zone agricole

Le PSADR1 prévoit que la zone agricole lavalloise, à l'exception des inclusions éparpillées à l'intérieur du périmètre urbain, correspond à deux affectations à vocation agricole : l'affectation agricole et l'affectation agricole de conservation. Comme c'est indiqué ailleurs dans le PSADR1, le développement urbain doit se faire de façon plus dense à l'intérieur du périmètre urbain actuel, c'est-à-dire hors de la zone agricole.

Nous sommes satisfaits que les limites de la zone agricole provinciale actuelle soient confirmées par la Ville de Laval. Il s'agit d'un signal clair que la zone agricole lavalloise n'est pas une réserve foncière vouée à terme au développement urbain.

Cependant, des affectations agricoles ne garantissent pas que ces portions de territoire soient vouées exclusivement aux activités agricoles. Divers usages non agricoles sont permis dans ces affectations dont certains peuvent contraindre la pratique de l'agriculture.

Usages non agricoles dans les affectations agricole et agricole de conservation

La Ville entend permettre dans les affectations agricole et agricole de conservation les activités complémentaires à l'agriculture (commerce, industrie, agrotourisme) autorisées pour les producteurs agricoles dont la principale occupation est l'agriculture.

Nous croyons que la Ville devrait autoriser les activités complémentaires à l'agriculture à condition qu'elles soient liées à de véritables projets agricoles implantés sur le terrain.

N'autoriser les activités complémentaires à l'agriculture qu'aux producteurs agricoles dont la principale occupation est l'agriculture empêcherait le développement de projets agricoles novateurs par des agriculteurs qui travaillent également dans un autre secteur d'activité et dont les revenus peuvent être supérieurs à ceux générés par l'agriculture. La condition devrait donc être la nature, l'ampleur et la viabilité du projet agricole en place, non la principale occupation de l'entrepreneur agricole. La Ville devrait solliciter l'évaluation et la recommandation du syndicat local de l'UPA Laval pour chaque demande afin de déterminer si des activités complémentaires à l'agriculture spécifiques devraient être autorisées.

La Ville souhaite également permettre dans les affectations agricole et agricole de conservation les activités de récréation extensive si elles sont compatibles avec les activités agricoles environnantes. On définit assez précisément ce qu'est une « activité de récréation extensive » (section 7.2), mais on n'indique pas ce que signifie être « compatible avec les activités agricoles environnantes ».

Nous souhaitons que la notion « compatible avec les activités agricoles environnantes » soit définie en se référant à la fois aux normes environnementales gouvernementales et municipales (ex : distances séparatrices vis-à-vis les élevages, l'épandage de fumier, l'arrosage de pesticides), aux normes de certification spécifiques à certaines productions agricoles (ex : normes Canada Gap pour les productions horticoles) et aux pratiques favorisant la cohabitation harmonieuse entre les agriculteurs et les non-agriculteurs (ex : guide du bon voisinage produit par Au cœur des familles agricoles).

Usages non agricoles spécifiques à l'affectation agricole de conservation

La Ville de Laval prévoit des normes supplémentaires dans l'affectation agricole de conservation, soit les secteurs de la zone agricole correspondant aux boisés et corridors forestiers d'intérêt métropolitain identifiés au plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM).

La Ville souhaite permettre les usages non agricoles que sont les activités d'interprétation et d'observation de la nature. L'autorisation de ces activités n'est pas conditionnelle à ce qu'elles soient compatibles avec les activités agricoles environnantes.

Nous croyons que la compatibilité avec les activités agricoles environnantes est une condition minimale pour que les activités récréatives ne deviennent pas la vocation dominante de l'affectation agricole de conservation.

Par ailleurs, la Ville entend autoriser dans l'affectation agricole de conservation les « usages et infrastructures de soutien » tel un bâtiment de service, un chalet d'accueil, un casse-croûte, la location d'équipement de loisirs, un centre d'interprétation, un sentier ou une aire de stationnement.

Nous croyons que les « usages et infrastructures de soutien » n'ont pas leur place en zone agricole car ils renforceraient indûment la vocation récréative de la zone agricole.

Seules les activités de récréation extensive qui ne requièrent que des équipements légers et qui sont compatibles avec les activités agricoles environnantes devraient être permises dans la zone agricole.

Le PSADR1 prévoit aussi que des normes d'abattage d'arbre strictes s'appliqueront dans l'affectation agricole de conservation. Nous commentons ces normes dans la section « Conservation de la nature » du mémoire.

Usages non agricoles dans les aires déstructurées

La Ville entend permettre plus d'usages non agricoles dans certains secteurs de la zone agricole dits « aires déstructurées », plus particulièrement les habitations unifamiliales isolées, les commerces de détail et les équipements institutionnels / communautaires / culturels. Ces aires déstructurées identifiées sur la carte 5-3 semblent généralement correspondre à des « îlots déstructurés » tels que définis dans les orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire, c'est-à-dire des « entités ponctuelles de faible superficie, bien délimitées dans l'espace et déjà occupées par des usages non agricoles ».

Nous demandons à la Ville de produire et présenter une cartographie détaillée des aires déstructurées pour déterminer si elles sont adéquatement délimitées.

À première vue, le cimetière de Laval ne correspond pas à la définition d'un îlot déstructuré car il est d'une grande superficie et devrait donc être exclu des aires déstructurées. Un examen plus attentif des autres aires déstructurées serait à faire pour déterminer si elles sont bien délimitées.

Les centres récréatifs de loisirs, de sports et de culture ainsi que les centres d'interprétation de la nature sont considérés comme des immeubles protégés dans le PSADR1 (section 7.2) et le Code de gestion des pesticides du gouvernement du Québec. Il faut également ajouter les commerces à la liste des immeubles protégés du PSADR1. Ces usages non agricoles qui seraient autorisés dans les aires déstructurées imposeraient des distances séparatrices supérieures à celles des résidences.

Les usages non agricoles pouvant être autorisés dans les aires déstructurées ne devraient en aucun cas avoir pour effet d'ajouter des contraintes à la pratique de l'agriculture sur les terres agricoles environnantes, plus spécifiquement en matière de distances séparatrices à respecter pour l'agrandissement et l'implantation d'élevage, l'épandage des fumiers et l'utilisation des pesticides.

Une analyse préalable devrait donc être réalisée au cas par cas sur chaque site visé par chaque nouvel usage non agricole en fonction des immeubles voisins existants et des distances séparatrices qu'il imposerait aux activités agricoles environnantes. La Ville devrait présenter chacune de ses analyses au syndicat local de l'UPA Laval préalablement à ce qu'une décision soit prise, que ce soit une autorisation ou un refus de la demande.

Productions animales et cohabitation en zone agricole

L'agriculture regroupe à la fois des productions végétales et animales. Bien que minoritaires à Laval, quelques exploitations agricoles sont spécialisées dans les productions animales et il existe un potentiel pour de nouveaux projets d'élevage. Or, le PSADR1 impose des contraintes pour l'implantation et l'agrandissement des élevages supérieures à celles généralement en vigueur dans les autres MRC du Québec. Essentiellement, la raison d'être de ces normes est d'assurer une cohabitation harmonieuse en zone agricole ou, autrement dit, le « bien-être olfactif » de la population.

Nous sommes d'accord à ce qu'il y ait des normes pour prévenir des problèmes de cohabitation entre la population et les productions animales. Ceci dit, la rationalité doit guider l'établissement de ces normes et non pas une peur irrationnelle des odeurs animales.

La Ville de Laval entend intégrer à son schéma d'aménagement et de développement révisé les normes de la Directive sur les odeurs causées par les déjections animales provenant d'activités agricoles. Celle-ci prévoit l'imposition de distances séparatrices à respecter entre, d'une part, des installations d'élevage, des lieux d'entreposage et d'épandage de déjections animales, et, d'autre part, certains usages non agricole (résidences, immeubles protégés et périmètre urbain).

Nous sommes d'accord à ce que la Ville de Laval adopte des normes de distances séparatrices s'inspirant de la Directive sur les odeurs causées par les déjections animales provenant d'activités agricoles à condition que certaines modifications y soient apportées.

Certains usages devraient être retirés de la liste des immeubles protégés car ils auraient pour effet de nuire au développement de l'agriculture sans pour autant améliorer la cohabitation en zone agricole. À l'instar de plusieurs MRC, la Ville de Laval ne devrait pas considérer un commerce comme un immeuble protégé. Les commerces étant généralement des bâtiments fermés, leur fréquentation ne serait pas affectée par des odeurs animales passagères. Par exemple, il nous semble tout à fait injustifié d'empêcher un élevage à proximité d'une quincaillerie ou d'un bureau d'affaires. Par ailleurs, le développement de l'agrotourisme sera entravé si les tables champêtres sont considérées comme des immeubles protégés. Nous croyons qu'une définition des tables champêtres l'associant étroitement aux produits de l'entreprise agricole qui l'exploite rendrait son retrait de la liste des immeubles protégés acceptable.

En plus des normes de distances séparatrices mentionnées au paragraphe précédent, la Ville de Laval souhaite ajouter une deuxième couche de contraintes aux productions animales (section 5.4.2). Un zonage de production animale aurait pour effet d'interdire davantage les élevages à plus forte charge d'odeur plus on se rapproche du périmètre urbain, et ce, peu importe la taille du cheptel.

Nous demandons à la Ville de Laval de ne pas mettre en place de zonage de production animale et plutôt se limiter aux normes de distances séparatrices s'inspirant de la Directive sur les odeurs causées par les déjections animales provenant d'activités agricoles.

Le zonage de production animale apporterait des contraintes additionnelles à l'établissement d'élevages sans pour autant améliorer la cohabitation en zone agricole. Les normes de distances séparatrices s'inspirant de la Directive sur les odeurs ont déjà pour effet d'imposer des distances appropriées entre les élevages et certains usages non agricoles en fonction de différents paramètres, dont le coefficient d'odeur de la catégorie d'animaux (paramètre C). Par exemple, une porcherie devrait s'implanter plus loin du périmètre urbain qu'une ferme laitière ayant le même nombre d'unités animales car les porcs ont une charge d'odeur plus forte que les vaches. Si l'on ajoute le zonage de production animale proposé dans le PSADR1, un petit élevage de porcs lié à un projet agrotouristique sans conséquence significative au niveau des odeurs pour le voisinage ne pourrait s'implanter que sur une petite portion de territoire dans la partie est de la zone agricole rendant ainsi sa réalisation improbable.

Dans un autre ordre d'idées, le PSADR1 effleure à peine les normes qui seraient applicables à la construction des bâtiments d'élevage¹.

Nous tenons à sensibiliser la Ville de Laval à l'importance que les normes d'urbanisme puissent permettre la construction de bâtiments d'élevage de superficie suffisante pour répondre de façon satisfaisante aux normes de bien-être animal spécifiques à différentes productions animales.

Finalement, la Ville a l'intention d'adopter des normes d'urbanisme dans les zones urbaines à la limite de la zone agricole afin d'améliorer la cohabitation entre les activités agricoles et non agricoles (section 7.13.3). Les normes spécifiques à mettre en place restent à déterminer.

Nous croyons que l'implantation de zones tampons boisées à même les terrains en zone non agricole constitue la mesure à privilégier afin d'améliorer la cohabitation entre les activités agricoles et urbaines.

¹ La section 7.13.2.3 aborde sommairement la question de la reconstruction, suite à un sinistre, d'un bâtiment d'élevage dérogoire protégé par droits acquis.

Conservation de la nature

La Ville de Laval entend mieux protéger les milieux naturels qui restent sur son territoire, dont une grande partie est située en zone agricole. La Ville souhaite favoriser les activités récréatives au sein des milieux naturels qu'elle entend conserver.

L'approche de conservation des milieux naturels préconisée par la Ville nous fait craindre que la vocation dominante de la zone agricole, en particulier l'affectation agricole de conservation, ne soit plus l'agriculture mais plutôt la conservation et la récréation.

Si les normes prévues au PSADR1 sont maintenues, nous sommes d'avis que la Ville de Laval irait à l'encontre de l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire agricole qui requiert de « planifier l'aménagement et le développement du territoire agricole en accordant la priorité aux activités et aux exploitations agricoles en zone agricole, dans le respect des particularités du milieu, de manière à favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique des régions ».

Vision de la nature

Les producteurs agricoles de Laval sont perplexes devant la vision de la nature promue par les autorités municipales. Pour la Ville, il semble que la nature méritant d'être protégée et mise en valeur doit être gérée comme un parc. Doit-on présumer que la Ville désire que la zone agricole devienne partie intégrante du Centre de la nature de Laval ? Sans l'affirmer ouvertement, on sent que la Ville souhaite convertir la vocation agricole dominante de la zone agricole en zone récréative de conservation pour la jouissance de l'ensemble de sa population. L'agriculture aurait toujours sa place en zone agricole, mais le développement des activités agricoles serait sérieusement contraint afin de garantir une expérience nature de type parc à ses citoyens. Les producteurs agricoles ne partagent pas cette vision de la nature.

Nous croyons que les Lavallois méritent de jouir d'une campagne plus authentique qu'un grand parc nature.

La Ville doit plutôt s'efforcer de mettre en valeur une nature rurale et agricole bien plus authentique qu'une nature aseptisée, inodore, un décor sans ancrage qui donne l'illusion d'être en harmonie avec la nature. On se doit de mettre en valeur l'identité agricole lavalloise dont les puissantes racines sont bien antérieures à la fondation de la Ville de Laval.

Nous comprenons que la Ville de Laval et de nombreux citoyens souhaitent conserver les milieux naturels d'intérêt qui restent sur l'île. Il s'agit d'une volonté légitime. Cela dit, tendre vers cet objectif noble doit se faire de façon juste et équitable. Il ne faut pas perdre de vue qu'une grande partie des milieux naturels à Laval ont été détruits et perturbés au cours des dernières décennies en raison du développement urbain. Ce serait une grande injustice que les conséquences de ces erreurs du passé

soient assumées par les producteurs agricoles et l'agriculture. La présence d'une zone agricole et les pratiques des agriculteurs lavallois sont responsables de la conservation d'une grande partie des milieux naturels encore présents à Laval. Il faut être conscient que la terre est un outil de production essentiel pour une entreprise agricole, pas un simple espace de consommation comme c'est le cas pour les terrains résidentiels et récréatifs. Limiter l'exploitation agricole qui peut se faire sur une terre en zone agricole ne peut que nuire au dynamisme agricole.

Une vision municipale de la nature intégrant davantage l'agriculture permettrait de concilier les désirs de conservation et de développement de l'agriculture de Laval.

Protection des milieux naturels

La Ville de Laval prévoit que des normes d'abattage d'arbre strictes s'appliqueront dans l'affectation agricole de conservation (section 7.7). En fait, ces normes sont identiques à celles du règlement de contrôle intérimaire (RCI) M.R.C.L.-8 adopté en 2014. Producteurs agricoles et représentants de l'UPA ont depuis critiqué cette réglementation qui limite fortement les superficies pouvant être mises en culture et qui impose une lourdeur administrative excessive aux agriculteurs devant abattre tout arbre sur leur propriété. Par exemple, l'abattage d'arbre à des fins de mise en culture est limité à la superficie la plus faible entre 3 hectares ou 10% d'un terrain ce qui empêche à-peu-près tout projet agricole à même une terre boisée. Plusieurs de ces restrictions à l'exploitation agricole vont inévitablement bloquer des projets agricoles désirables à la fois pour les entrepreneurs qui les mettent de l'avant, la Ville de Laval et sa population ainsi que pour la région métropolitaine.

Le PSADR1 n'indique pas les conditions qui seront exigées aux producteurs agricoles pour obtenir un permis d'abattage d'arbre. La Ville indique que ces conditions seront précisées dans la réglementation d'urbanisme.

Nous demandons à la Ville d'imposer pour la zone agricole des exigences d'abattage d'arbre beaucoup plus souples que celles du présent RCI.

À titre d'exemple, le présent RCI requiert que tout permis d'abattage d'arbre en zone agricole est notamment conditionnel à ce que soit remis un document justificatif produit par un ingénieur forestier. Ce genre d'exigence est tout à fait excessif dans le contexte agricole.

Nous croyons aussi que les normes d'abattage d'arbre ne devraient pas faire obstacle et compromettre l'atteinte de l'objectif de remembrement et de remise en culture des lots morcelés pour lequel l'organisme AGRIL s'est activé depuis 1992. Plusieurs de ces lots morcelés sont progressivement devenus en friche ou boisés en raison de leur statut foncier défavorable à l'exploitation agricole. Il serait regrettable que la Ville de Laval consente au détournement de la vocation agricole des lots morcelés pour en faire des espaces voués à la conservation.

La Ville de Laval prévoit que sa réglementation d'urbanisme inclura des mesures de protection des milieux humides (section 7.6). Par exemple, on indique qu'on pourrait imposer une zone tampon autour des milieux humides et l'obligation de délimiter l'aire des travaux ou l'installation d'une barrière permettant d'éviter le ruissellement des sédiments vers le milieu humide.

Nous jugeons essentiel que les normes de conservation des milieux humides soient élaborées parallèlement à celles d'entretien des cours d'eau.

L'entretien des cours d'eau agricoles est une condition fondamentale pour assurer un drainage efficace des terres agricoles et une croissance satisfaisante des végétaux. Un mauvais entretien des cours entraîne à différents endroits la création de milieux humides de faible valeur écologique.

Depuis plus de 20 ans, le MAPAQ n'intervient plus dans l'entretien des cours d'eau agricoles. Le pouvoir en la matière a été confié aux MRC qui n'ont généralement pas la compréhension des besoins agricoles ni l'expertise en la matière. Malheureusement, la Ville de Laval n'a pas su assumer adéquatement sa responsabilité d'entretien des cours d'eau agricoles au cours des dernières années. La Ville de Laval compte améliorer sa gestion des cours d'eau sur son territoire comme en fait foi le plan d'action du PDZA de Laval. Les autorités municipales, les représentants de l'UPA et d'autres intervenants devraient travailler de concert pour déterminer les normes de conservation des milieux humides et d'entretien des cours d'eau agricoles qui permettent une culture du sol plus efficace.

Zones d'aménagement écologique particulières

La Ville de Laval affiche son intention de concilier le développement urbain et la protection des milieux naturels dits sensibles en appliquant des balises d'aménagement à certaines zones qu'elle nomme zones d'aménagement écologique particulières (ZAEP) (section 5.3). La réglementation d'urbanisme précisera les normes de conservation applicables dans chacune de ces ZAEP. Malgré que les ZAEP englobent une grande partie de la zone agricole lavalloise (carte 5-2), le lecteur attentif peut comprendre que ces normes seraient seulement applicables à l'intérieur d'un périmètre urbain.

La Ville doit être plus explicite quant au territoire d'application des balises d'aménagement liées aux ZAEP. Les producteurs agricoles lavallois doivent facilement comprendre que des normes de conservation adaptées à des projets de développement urbain ne leur seront pas imposées.

Mécanisme alternatif de conservation en zone agricole

L'approche réglementaire mise de l'avant dans le PSADR1 pour protéger les milieux naturels n'est pas la plus appropriée pour la zone agricole. Une réglementation ne prend en compte ni les spécificités d'un projet agricole ni les caractéristiques d'un milieu naturel donné.

Nous proposons un mécanisme de conservation en zone agricole qui permette une évaluation de chacun des projets agricoles susceptibles d'empiéter sur un milieu naturel.

La Ville confierait un rôle consultatif au syndicat local de l'UPA Laval afin qu'il évalue l'impact qu'aurait un projet agricole sur les milieux naturels et qu'il émette des recommandations au conseil municipal sur le dit projet. Le rôle de l'UPA Laval s'apparenterait à celui du comité consultatif d'urbanisme qui doit émettre des recommandations au conseil municipal par rapport à des projets d'urbanisme en fonction de critères inclus dans des règlements d'urbanisme à caractère discrétionnaire (ex : plan d'aménagement d'ensemble, plan d'implantation et d'intégration architecturale, etc.).

L'évaluation d'un projet agricole par le syndicat local de l'UPA Laval devrait se faire en fonction de certains critères. Parmi ceux-ci, il faudrait procéder à une évaluation comparative de la valeur agronomique des sols visés et de la valeur écologique du milieu naturel en cause. Cette évaluation qualitative permettrait de déterminer l'usage le plus approprié d'un site à la lumière d'un projet agricole donné.

Un autre critère serait l'évaluation comparative du projet agricole vis-à-vis l'atteinte des objectifs de superficies à mettre en culture et à protéger établis dans le PMAD de la CMM. Le PMAD a comme objectifs d'augmenter de 6% la superficie des terres en culture d'ici 2031 (critère 1.3.1) et de protéger 17% du territoire (objectif 3.1). Cette évaluation comparative serait un moyen pour la Ville de Laval de contribuer à l'atteinte équilibrée de ces deux objectifs métropolitains.

Le syndicat local de l'UPA Laval pourrait recommander des conditions pour qu'un projet agricole empiétant sur des milieux naturels puisse se réaliser, comme par exemple la préservation d'un peuplement forestier donné, l'élargissement d'une bande riveraine ciblée, la réalisation d'un aménagement faunique, etc.

Les normes de conservation des milieux naturels qui seront adoptées par la Ville de Laval en zone agricole affecteront inévitablement des terres privées, dont celles de producteurs agricoles. Le PSADR1 ne mentionne aucun mécanisme qui pourrait servir à compenser et récompenser ces propriétaires fonciers qui se font restreindre le droit d'exploiter leur terre, outil de production agricole essentiel, afin de garantir la fourniture de services écologiques pour l'ensemble de la population.

Nous croyons qu'il est essentiel de compenser financièrement les producteurs agricoles obligés ou optant volontairement pour la conservation des milieux naturels sur leur propriété.

C'est un devoir qu'a la société, notamment par l'entremise des autorités municipales, de compenser les propriétaires fonciers assumant les coûts de la préservation de milieux naturels bénéficiant à l'ensemble de la population. Ne pas payer de taxe foncière municipale sur la partie de terrain occupée par un milieu naturel serait une compensation financière minimale, mais insuffisante. Un paiement récurrent juste aux producteurs agricoles qui jouent le rôle de gardien des milieux naturels pour la collectivité serait une mesure plus équitable.

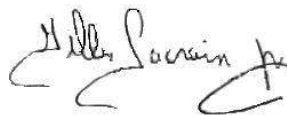
Conclusion

La fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides et le syndicat local de l'UPA Laval vous ont émis leurs commentaires sur le PSADR1 de la Ville de Laval. Nos commentaires touchent à quatre grands thèmes liés au territoire et aux activités agricoles, c'est-à-dire le développement de l'agriculture, les affectations en zone agricole, les productions animales et cohabitation en zone agricole ainsi que la conservation de la nature. Nous espérons que la Ville de Laval prendra en considération nos propositions pour bonifier son second projet de schéma d'aménagement et de développement révisé.

L'UPA locale et régionale souhaitent continuer à collaborer constructivement avec la Ville de Laval afin d'améliorer les conditions de pratique de l'agriculture sur le territoire lavallois. L'agriculture à Laval aura un bel avenir si on unit tous nos efforts pour la développer de façon intelligente et cohérente.



Richard Maheu, président
Fédération UPA Outaouais-Laurentides



Gilles Lacroix, président
Syndicat local UPA Laval

C.c. Nelly Santarossa, MAMOT
Norman Houle, MAPAQ
Suzy Peate, CMM